

rant l'attention sur ce qu'il appelle "l'état dangereux du pont du chemin de fer sur le canal Lachine, rue Wellington, Montréal." Il trouve à redire à la construction de la pile-pivot qui, dit-il, "lorsque le canal est à sec, et peut-être lorsque l'eau s'y trouve, est exposée à s'écrouler à tout moment, et il est certain que la chose arrivera tôt ou tard. Cette pile est restée debout jusqu'aujourd'hui, parce que les matériaux dont sont faits les fondements ont pu résister à l'action désagrégeante de l'eau. On ne peut pas, l'on ne devrait pas compter un seul instant sur ce facteur inconnu, surtout lorsqu'il s'agit de vies précieuses et de grands biens." Les choses en sont rendues à un tel point, ajoute-t-il que si l'on doit faire des réparations, qu'on les fasse promptement, que l'on construise une nouvelle pile-pivot d'ici à l'ouverture de la navigation—ces travaux, dirigés convenablement, ne prendraient pas plus de trois semaines—ou que l'on ferme le pont à la circulation jusqu'à l'hiver prochain.

Je désire demander si l'on a fait une enquête quelconque relativement à l'état du pont, ou s'il existe des preuves du danger mentionné par l'ingénieur.

Le PREMIER MINISTRE (sir Wilfrid Laurier): On n'a pas attiré l'attention du gouvernement sur cette correspondance publiée dans le *Witness*; mais j'ai reçu à ce sujet une lettre de M. O'Hanley, et l'on est maintenant à examiner la question.

GUERRE SUD-AFRICAINE.—DEPECHE OFFICIELLES.

M. TYRWHITT: Avant que l'on aborde l'ordre du jour, j'aimerais attirer l'attention du gouvernement sur le fait que presque chaque jour l'on a reçu des rapports du colonel Otter, aujourd'hui dans le Sud-africain, et que ces rapports ne sont peut-être livrés au public par la presse que le lendemain de leur réception. J'aimerais rappeler au gouvernement que les habitants de ce pays qui ont des parents dans le Sud-africain s'intéressent beaucoup à ce qui s'y passe, et qu'ils devraient recevoir le plus tôt possible des nouvelles de leurs amis. Je demanderai si l'on a reçu une dépêche ce matin.

Le MINISTRE DE LA MILICE ET DE LA DEFENSE (M. Borden): On a reçu, ce matin, un rapport qui sera communiqué aux journaux dans quelques instants. Il est nécessaire que les fonctionnaires du ministère les examinent avant qu'ils soient publiés. Invariablement, les rapports ont été publiés le plus tôt possible, et il en sera ainsi à l'avenir.

M. QUINN.

Sir ADOLPHE CARON: Je puis comprendre que, dans certaines circonstances, il n'est peut-être pas bon, pour des raisons évidentes, que le gouvernement communique tous les télégrammes ou renseignements qu'il reçoit; et il peut arriver qu'il y ait des choses que l'on ne saurait communiquer à la Chambre pour des raisons de même nature. Je ne suis pas prêt à dire quelles pourraient être ces raisons. Toutefois, je dirai que, lorsque, dans le passé, il y a eu des troubles semblables—les troubles étaient moins importants, il est vrai, mais le public s'y intéressait profondément—non seulement le gouvernement communiquait les télégrammes aux journaux, mais encore le ministre de la Milice de l'époque avait coutume de communiquer, chaque jour, à la Chambre, les télégrammes à mesure qu'ils arrivaient, c'est-à-dire, lorsqu'ils étaient de nature à être publiés. Je ne blâme pas du tout le gouvernement dans le cas actuel, mais je dirai qu'à mon avis, il serait beaucoup plus satisfaisant pour le public si l'on faisait comme en Angleterre, où le ministre, ou le sous-ministre de la Guerre communique au public les renseignements que lui envoie le général commandant. Le ministre de la Milice et de la Défense pourrait, je crois, communiquer chaque jour au public les renseignements qu'il reçoit officiellement, et la population du Canada, qui a tant d'intérêt à connaître aussi tôt que possible les nouvelles officielles du Sud-africain, vu qu'un si grand nombre de nos jeunes gens prennent part à cette guerre malheureuse, la population du Canada, dis-je, serait satisfaite.

Le MINISTRE DE LA MILICE ET DE LA DEFENSE: J'ajouterai qu'en ce qui concerne les télégrammes, on les communique immédiatement aux journaux, de sorte que, en réalité, chaque jour, avant la réunion du parlement, la presse a déjà reçu communication de ces télégrammes qui figurent sur les bulletins dans la ville.

Quant à ce rapport du colonel Otter, rapport que j'ai ici, il est très long, et il serait plus avantageux, je crois, de le publier immédiatement dans tous les journaux du pays au lieu de le lire ici.

Sir CHARLES TUPPER: Je ne partage pas l'opinion de mon honorable ami (M. Borden). Il a le rapport en sa possession, et il